MM.

MacGuigan
MacRae
McBride
McCleave
McGrath
McKinley
Mahoney
Marceau
Marchand
(Kamloops-Cariboo)
Mazankowski
Muir
Murphy
Nesbitt
Noël
Nowlan
O'Connell
Olson
Osler
Otto
Paproski
Peddle
Pelletier
Pepin
Perrault
Portelance

MM.

Pringle
Prud'homme
Richardson
Ritchie
Roberts
Rochon
Roy (Laval)
Ryan
Sharp
Smith (Saint-Jean)
Southam
Stewart (Cochrane)
Stewart (Marquette)
St. Pierre
Sulatycky
Thomas
(Maisonneuve-
Rosemont)
Thomas (Moncton)
Trudel
Turner (London-Est)
Wahn
Weatherhead
Whelan
Winch
Woolliams—107.

ONT VOTÉ CONTRE:

MM.

Benjamin
Blackburn
Broadbent
Burton
Caouette
Gauthier
Gilbert
Gleave
Harding
Howard (Skeena)
Knowles (Winnipeg-
Nord-Centre)

MM.

Laprise
Latulippe
Lewis
MacInnis (M^m*)
Nystrom
Orlikow
Rose
Saltsman
Skoberg
Tétrault
Thomson
(Battleford-Kindersley)—22.

● (4.00 p.m.)

M. l'Orateur: Je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.)

M. l'Orateur: Comme il est quatre heures, la Chambre passe à l'étude des mesures d'initiative parlementaire inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui, savoir les avis de motions, les bills d'intérêt public et les bills d'intérêt privé.

AVIS DE MOTIONS ÉMANANT DES DÉPUTÉS

DEMANDE DE RENVOI AU COMITÉ DES ARTICLES DU
RÈGLEMENT CONCERNANT LES BILLS PUBLICS
DÉPOSÉS PAR LES DÉPUTÉS

L'ordre du jour appelle: Avis de motions émanant des députés:

2 novembre 1970—Suite du débat sur la motion de M. Baldwin, appuyé par M. Bell:

Que le comité permanent de la procédure et de l'organisation étudie les articles du Règlement concernant les bills publics déposés par les députés afin de présenter à la Chambre un rapport portant recommandation que soient apportées les modifications qui permettent le vote par appel nominal à l'égard de certains de ces bills.

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, je voudrais que cette motion soit réservée. Nous espérons toujours que cette proposition sera incluse dans les questions envoyées au comité permanent de la procédure et de l'organisation. Aussi, je crois que ce serait une perte de temps que d'en discuter maintenant.

(La motion est réservée.)

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES NATIONS UNIES—RÔLE PLUS EFFICACE DANS LA PRÉ-
VENTION DES AGRESSIONS MILITAIRES, ETC.

La Chambre reprend l'étude interrompue le 6 novembre 1970, de la motion de M. Allmand:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait prendre des initiatives visant à faire apporter des modifications aux Nations Unies afin de rendre cette institution plus efficace pour prévenir les agressions militaires, pour régler les différends internationaux et pour favoriser la coopération, la paix et la prospérité et visant en particulier à:

1. assurer l'application des décisions prises par le Conseil de sécurité;
2. assurer l'emploi des dispositions de la charte qui n'ont pas été appliquées;
3. assurer que la Cour internationale de justice soit habilitée à interpréter la charte des Nations Unies;
4. assurer l'universalité des membres;
5. assurer l'établissement d'autorités globales rattachées aux Nations Unies afin de traiter de problèmes globaux sérieux comme le milieu, la population, l'exploitation des ressources sous-marines et la stabilité économique et sociale;
6. assurer une force de réserve des Nations Unies pour le maintien de la paix.

M. Jack Cullen (Sarnia-Lambton): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'appuyer la motion du député de Notre-Dame-de-Grâce car elle est précise et pertinente. Peut-être le gouvernement réproverait-il toute initiative visant à réviser la charte proprement dite à moins d'être convaincu qu'elle soit réalisable et utile. Cependant, le gouvernement, et j'espère tous les députés, sont d'accord avec l'objectif général de la motion présentée par le député de Notre-Dame-de-Grâce.

Un examen attentif de l'étude faite sur la politique étrangère du gouvernement fait ressortir qu'il a adopté comme principe fondamental que le Canada doit continuer activement à faire des Nations Unies un instrument efficace de coopération internationale et à améliorer son aptitude à s'acquitter des responsabilités prévues dans sa charte. Voilà l'objectif qu'il faut déduire de cette étude et de la position adoptée par le gouvernement en matière de politique étrangère. Cependant, le parrain de cette motion s'est efforcé de mettre en lumière de façon positive des domaines dans lesquels il est possible d'apporter des améliorations précises et il a même été jusqu'à faire des suggestions quant aux mesures à prendre, mesures qui à leur tour entraîneraient des modifications à la charte actuelle.

Le 6 novembre dernier, j'ai écouté avec attention les remarques de l'auteur de la motion et j'ai entre-temps